des Princes &c. Novemb. 1764. 343

amentales des Ordres Publics de mon Royaume. Je les maintiendrai en tout tems & veux que tout ce qu'on pourroit entreprendre dans les affaires de cette nature sans mon approbation, soit réputé nul & comme non avvenu. Vous direz à mon Parlement qu'il doit attendre avec respect ce que j'aurai à lui déclarer à cet égard dans les occasions que je jugerai nécessaires.

Sur le rapport que le premier Président a fait de cette déclaration du Roi aux Chambres assemblées à son retour à Rouen, elles ont dressé le 6. Septembre un nouvel Arrêté, où elles ont conclu, « que le Parlement, en persistant ce dans son Arrêté du 10. Août, attendra avec ce autant de respect que de confiance ce que le ce Roi trouvera bon de lui déclarer sur ses senti- ce mens, en se réservant néanmoins de faire en ce tout tems à Sa Majesté de très-humbles re- ce montrances, tant pour lui exposer, que pour ce lui démontrer dans toute leur étendue, les ce vraies & invariables Loix fondamentales con- ce tenuës dans ledit Arrêté. »

Or ce fameux Arrêté du 10. Août contient au juste ce qui suit sur les Droits du Parlement & de ses Membres pour le maintien des droits & prérogatives de la Pairie. On le trouvera ici différent du rapport que nous en avons fait dans notre dernier Journal, sur une copie mal faite.

La Cour, toutes les Chambres assemblées, délibérant sur le récit fait par un de Messieurs le 20. Juin dernier, a arrêté que suivant les Loix fondamentales de la Monarchie, le Parlement de France, seul & unique Conseil public, légal & nécessaire du Souverain, est essentiellement Un comme le Souverain dont il est le conseil & l'organe, & comme
la